



COMMUNE DE VAGNEY

APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2124-2 DU CODE DE LA
COMMANDE PUBLIQUE

MARCHE PUBLIC D'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
THERMIQUES BOIS GAZ

Mairie de Vagney
12, place Paul Caritey
88120 VAGNEY

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

n° MAOO-SERV-01-2020

Objet de la consultation :

Marché Public d'exploitation des installations thermiques bois gaz de la Commune de VAGNEY

Pouvoir Adjudicateur :

Mairie de Vagney
12, place Paul Caritey
88120 VAGNEY

Personne signataire du marché :

Monsieur Didier HOUOT, en qualité de Maire

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	3
ARTICLE 3 - TYPE DE MARCHES.....	4
ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 5 - CONTROLES - VISITES LEGALES REGLEMENTAIRES	5
ARTICLE 6 - FOURNITURE D'ENERGIE.....	7
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES CONTRACTANTS.....	8
ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE FOURNITURE.....	10
ARTICLE 9 - PRESTATIONS NON CONFORMES - PENALITES.....	16
ARTICLE 10 - INTERESSEMENT	20
ARTICLE 11 - FORME ET CONTENU DES PRIX.....	20
ARTICLE 12 - AJUSTEMENT DES PRIX DES PRESTATIONS.....	21
ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	26
ARTICLE 14 - EXERCICE ET PERIODE CONTRACTUELLE.....	28
ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHE - EXECUTION PAR DEFAULT.....	28
ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE	29
ARTICLE 17 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES	29
ARTICLE 18 - ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE	30
ARTICLE 19 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES	32
ARTICLE 20 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	33

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

1.1 Le présent appel d'offres concerne l'exploitation des installations thermiques des bâtiments de la Commune de Vagney et de la chaufferie Biomasse ci-après désignée la « PERSONNE PUBLIQUE »:

- une garantie de résultats sur le fonctionnement de l'installation bois énergie (mixité et rendement),
- une garantie de résultats sur les pertes réseaux,
- la fourniture de Bois sous forme de chaleur (P1 MC),
- la fourniture du gaz naturel sous forme de chaleur (P1 MC),
- la conduite, l'entretien courant et les dépannages des installations climatiques (P2),
- la garantie totale (P3) du matériel installé tel que défini au CCTP,

des installations de :

- Chaufferie Biomasse (Bois, Gaz)
- Réseau de chaleur
- Sous-station primaires
- Sous-stations secondaires de la Commune

pour l'ensemble des bâtiments reliés au réseau de chaleur composant la Commune de VAGNEY

1.2 Les conditions spécifiques d'exploitation, la liste des installations concernées et le contenu des prestations, sont précisées dans le CCTP.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents constituant le Marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1 PIECES PARTICULIERES :

- Le Règlement de Consultation (RC),
- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes.
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
 - annexe 1 : liste des installations prises en charge,
 - annexe 2 : Procès-Verbal de prise en charge,
 - annexe 3 : Consommations d'énergie

2.2 PIECES GENERALES :

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date d'établissement des prix, soit le 1^{er} octobre 2020 :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés publics de fournitures courantes et services arrêté du 19 janvier 2009,
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) du 4 mai 2007 et documents annexes applicables aux marchés d'exploitation des installations de chauffage.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent Marché, sont réputées parfaitement connues du TITULAIRE, et les parties leur reconnaîtront expressément le caractère contractuel.

ARTICLE 3 - TYPE DE MARCHES

3.1 TYPE DE MARCHES D'EXPLOITATION :

Le marché d'exploitation est de la forme :

- PF (Prestation Forfaitaire)
- MC (Marché Compteur) pour le gaz et le bois
- GT (Garantie Totale)

3.2 DEFINITIONS:

3.2.1 *Fourniture de combustible (P1) :*

Les prestations P1 en marché MC correspondent à la fourniture des combustibles (Gaz et bois) nécessaires :

- à la production d'énergie sous forme de chaleur en sortie chaudières, alimentant les besoins thermiques pour le réseau de chaleur,
- Un engagement de mixité Bois/Gaz doit être pris en compte dans l'AE par le TITULAIRE
- Un engagement maximal de pertes de chaleur du réseau doit être pris en compte dans l'AE par le TITULAIRE
- Un engagement de rendement de la chaudière Bois doit être pris en compte dans l'AE par le TITULAIRE

3.2.2 *Prestations de conduite, surveillance, dépannage et entretien courant (P2).*

Les prestations P2 correspondent aux prestations de conduite, surveillance, dépannage et entretien courant des installations techniques confiées au TITULAIRE et détaillées à l'annexe 1 du CCTP :

3.2.3 Garantie totale (P3) :

Les prestations P3 correspondent aux prestations de renouvellement des matériels confiés au TITULAIRE, que la cause des détériorations soit accidentelle ou due à l'usure normale.

Les matériels couverts par cette garantie totale sont ceux détaillés à l'annexe 1 du C.C.T.P.

3.3 MODIFICATION DU PERIMETRE :

La PERSONNE PUBLIQUE ayant un projet en cours d'étude d'extension du réseau de chaleur, mais aussi d'éventuelle amélioration ou modification des équipements de production de chaleur (puissance de chaudière, ballon tampon, pompe à chaleur en remplacement d'une chaudière gaz, etc ...), le périmètre du marché pourra évoluer. Sur demande de la PERSONNE PUBLIQUE, le TITULAIRE pourra prendre en charge des nouvelles installations dans le cadre des postes P2 et P3. Ces modifications seront validées par un avenant. Le TITULAIRE ne peut s'opposer à cette modification et aucune indemnité n'est prévue en cas de diminution de périmètre.

ARTICLE 4 - DUREE DU MARCHE

Le contrat prend effet au 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2025, soit 5 années, soit 60 mois.

ARTICLE 5 - CONTROLES - VISITES LEGALES REGLEMENTAIRES

Les visites et contrôles en vigueur à la date du contrat prévus au C.C.T.G. ainsi que les dispositions prises en vue de leur exécution sont à la charge du TITULAIRE.

Sont concernés tous les contrôles liés aux installations :

	à charge de		prestataire	périodicité
	personne publique	titulaire		
Contrôle Chaufferies PIC : 2 < P < 20 MW * contrôle sur le respect des prescriptions de l'arrêté-type 25/07/1997 modifié (art 1.8) o périodicité 5 ans ou 10 ans si installation certifiée selon la norme ISO 14001 o date du 1er contrôle : selon la date de mise en service (voir décret 2009-835 du 06/07/2009) pour les chaufferies existantes et dans les 6 mois après leur mise en route pour les chaufferies neuves. □ mesure des rejets gazeux (art. 6.3) * mesure des rejets aqueux (art. 5.9) * mesure du bruit (art. 8.4)		X	Organisme de contrôle technique agréé	2 ans + Date du premier contrôle
Contrôle des installations consommant de l'énergie thermique		X	Organisme de contrôle technique agréé	2 ans
Contrôle et visites légales des chaufferies		X	Organisme de contrôle technique agréé	1 an
Contrôle des installations gaz		X	Organisme de contrôle technique agréé	1 an
Contrôle de l'étanchéité des réservoirs enterrés (circulaire du 17/04/1975)		X	titulaire	10 ans
Contrôle des conduits de fumée avec nettoyage et ramonage suivant article CH 57 et réglementation sanitaire départementale		X	entreprise agréée	semestre
Contrôle des brûleurs et foyers de combustion avec nettoyage suivant article CH58		X	titulaire	1 an
Contrôle des rendements de chaudières < 400 kW		X	titulaire	au minimum tous les semestres
Contrôle des rendements de chaudières > 400 kW		X	titulaire	au minimum tous les trimestres
Contrôle des dispositifs de sécurité et de régulation suivant article CH58		X	titulaire	1 an
Contrôle de l'étanchéité des réseaux et appareils alimentés en combustible liquide, gazeux ou frigorigène suivant article CH 58		X	titulaire	1 an
Contrôle du bon fonctionnement des accessoires de tuyauteries (vannes, régulations, filtres, groupes motopompes, ...) suivant article CH58		X	titulaire	1 an
Contrôle des dispositifs de disconnexion par personnel agréé suivant le règlement sanitaire départementale, la circulaire DGS du 10/04/1987 et le décret du 20/12/2001		X	personnel formé et agréé	1 an
Contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement des fluides frigorigènes suivant arrêté du 07/05/2007		X	personnel formé et agréé	de mensuelle à annuelle suivant quantité unitaire
Analyses et contrôle des installations de traitement filmogène		X	personnel formé et agréé	3x/an
Contrôle des extincteurs suivant article MS 73	X		entreprise agréée	1 an
Contrôle relevant de la sécurité incendie suivant article MS 73	X		Organisme de contrôle technique agréé	1 an
Alarmes et alertes incendie dans la chaufferie		X	Organisme de contrôle technique et entreprise agréée	1 an et 3 ans
Contrôle des installations électriques, chaufferie incluses suivant article EL 14		X	Organisme de contrôle technique agréé	1 an et 3 ans selon ERP

Contrôle du bon fonctionnement des compteurs d'énergie thermique		X	entreprise agréée	1 an
Analyse légionellose		X	entreprise agréée	1 an
Contrôle de la conformité de la chaufferie	mise en conformité	information sur les non conformités et sur l'évolution de la réglementation		selon besoin

Les prélèvements et analyses (1 fois par an) pour détecter la présence éventuelle de bactérie type *Légionella* suivant le C.C.T.P. sont à la charge du TITULAIRE pour les installations eau chaude sanitaire.

Les contrôles réglementaires devront également porter sur un contrôle annuel des rejets aqueux en application de l'arrêté ministériel du 26 août 2013.

Le TITULAIRE devra informer, dans les meilleurs délais, de toute modification des normes et réglementation ayant un impact sur les installations dont il a la charge, la responsabilité et la surveillance, ainsi que sur la gestion technique, économique et juridique du service dans sa globalité (aussi bien pour la production que pour la fourniture de la chaleur aux abonnés).

Le TITULAIRE devra assister la PERSONNE PUBLIQUE dans la déclaration et le respect de la nouvelle réglementation du 03 août 2018 en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement en matière de contrôles réglementaires et de valeurs de rejets dans l'environnement (pollution de l'air, etc...).

Le TITULAIRE devra apporter assistance et conseils à la PERSONNE PUBLIQUE afin de réaliser les dossiers et déclarations nécessaires à la certification du réseau de chaleur délivrée par l'ADEME prouvant que l'équipement répond à un label « bas carbone », permettant aux bâtiments raccordés d'obtenir semblable distinction (Constitution du dossier d'agrément de contenu CO² du réseau (titre V de l'arrêté du 26 octobre 2010 NOR: DEVU1026270A).

ARTICLE 6 - FOURNITURE D'ENERGIE

Le TITULAIRE assure la fourniture de bois sous la forme d'un poste MC Bois dont la facturation est établie en énergie utile sortie chaudière.

Le TITULAIRE a en charge le déclenchement des livraisons, leur réception et leur validation.

A chaque livraison, le TITULAIRE délivrera à la PERSONNE PUBLIQUE, un bon de livraison à entête du PRESTATAIRE indiquant

- La référence du bon de commande
- La date de livraison
- La quantité livrée
- La référence du véhicule transporteur
- Le taux d'humidité moyen de la livraison ainsi que son PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur).

La livraison sera validée uniquement lors de la présence :

- d'un bon de livraison complété
- des mesures de PCI.

Les analyses d'humidité sont à la charge du TITULAIRE. Une vérification du taux d'humidité devra être réalisée à chaque livraison par le TITULAIRE pour valider le taux indiqué par le fournisseur.

En cas de perturbation de toute nature sur le marché du bois énergie et, partant, sur les produits forestiers de la PERSONNE PUBLIQUE, cette-dernière pourra suspendre la fourniture d'énergie bois par le TITULAIRE et en assumer elle-même l'approvisionnement à partir de ses propres produits forestiers en les fournissant préférentiellement et au prix du marché courant au TITULAIRE pour la production d'énergie calorifique et usage dans les installations existantes.

Dans le cadre de cette disposition, les conditions de qualité du combustible prévues au présent marché sont inapplicables et se borneront au respect des préconisations du fabricant de la chaudière bois. La présente disposition est sans incidence sur la forme et le montant du prix P1 bois fixé à l'article 11.

Si elle souhaite faire usage de cette prérogative, la PERSONNE PUBLIQUE en avise préalablement le TITULAIRE en respectant un délai de préavis d'un mois.

Le TITULAIRE assure également la fourniture de gaz, sous la forme d'un poste MC Gaz, nécessaire à la production de chaleur.

Dans le cadre de la dérégulation des marchés du gaz naturel, le TITULAIRE doit optimiser en permanence les contrats d'approvisionnement en énergie.

Le TITULAIRE s'interdit tout changement de tarif gaz sans un accord préalable du PERSONNE PUBLIQUE.

En tout état de cause, toute modification de fournisseur sera actée par un avenant validé par les deux parties.

Le TITULAIRE devra, au cours du contrat, proposer à la PERSONNE PUBLIQUE d'étudier le recours à des combustibles à l'impact environnemental réduit (biométhane, biogaz, etc ...) sous l'aspect technique et économique et avec pour objectif de réduire l'empreinte carbone des équipements actuels.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DES CONTRACTANTS

7.1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE :

Il assurera dans les conditions définies au C.C.T.P., pendant les périodes contractuelles définies à l'article 14 au présent CCAP ou sur ordre de service émis par la PERSONNE PUBLIQUE :

- la fourniture et la gestion du bois sous forme de plaquettes forestières nécessaires au bon fonctionnement des installations thermiques,
- la fourniture et la gestion du gaz nécessaire au bon fonctionnement des installations thermiques en complément à la production à partir de l'installation « bois-énergie »,
- L'évacuation des cendres,
- la conduite et l'équilibrage de la chaufferie, des installations de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire et de traitement d'air,
- le suivi sanitaire des installations de production d'eau chaude sanitaire,
- la fourniture et la mise en œuvre des produits de traitement d'eau chaude sanitaire, eau de réseau chauffage,
- le dépannage et l'entretien courant des installations,
- la fourniture et la mise en œuvre des produits et consommables nécessaires aux prestations
- les prestations de maintien en bon état de fonctionnement et de remise en état des installations,
- les contrôles définis au C.C.T.P.,
- les contrôles réglementaires,
- les éventuels désembouage de réseaux
- si les locaux cessent d'être conformes à la législation ou réglementation en vigueur, le TITULAIRE doit le signaler à la PERSONNE PUBLIQUE,

Un procès-verbal de prise en charge des installations dont le modèle est joint en annexe 2 sera établi dans le **mois suivant** la prise d'effet du Marché. Si le TITULAIRE n'a pas formulé de remarque par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai d'un mois, il accepte les installations sans pouvoir faire de recours par la suite.

Le TITULAIRE s'engage à laisser les installations en état de bon fonctionnement à l'issue de la période couverte par le Marché d'exploitation.

Ce constat sera effectué en commun avec la PERSONNE PUBLIQUE et le TITULAIRE, un mois avant l'échéance du Marché.

Le TITULAIRE est responsable des installations durant toute la durée du Marché et il lui appartient de mettre à disposition de la PERSONNE PUBLIQUE, le personnel en quantité et qualification adaptées aux installations à exploiter :

- production et distribution de chaleur,
- production et distribution d'eau chaude sanitaire.
- Ventilation
- Traitement d'eau chaude sanitaire et eau de réseau chauffage

A tout moment, la PERSONNE PUBLIQUE se réserve le droit de contrôler les compétences du personnel du TITULAIRE.

La responsabilité civile du TITULAIRE est engagée dans les conditions visées au C.C.T.G. pour les dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

7.2 OBLIGATIONS DE LA PERSONNE PUBLIQUE :

La PERSONNE PUBLIQUE mettra à la disposition du TITULAIRE les installations définies à l'annexe 1 du présent CCTP et les locaux définis à l'article 3 du CCTP, conformément au CCTG.

La PERSONNE PUBLIQUE fournira gratuitement au TITULAIRE l'eau et l'électricité nécessaires au bon fonctionnement des installations. Le TITULAIRE sera toutefois tenu responsable des consommations anormales ou excessives d'eau froide, sauf celles dues à une cause étrangère à l'exploitation dont il a la charge dans le cadre du présent contrat.

La PERSONNE PUBLIQUE maintiendra les installations conformes aux clauses législatives et réglementaires en vigueur sur indication du TITULAIRE qui sera tenu de lui signaler en temps utile tout nouveau texte officiel provoquant une modification quelconque des installations. La PERSONNE PUBLIQUE fait son affaire personnelle de l'assurance de tous les risques inhérents à la qualité de propriétaire des bâtiments et installations mis à la disposition du TITULAIRE, notamment les risques d'incendie, foudre, explosion, dégâts des eaux ou causes extérieures à l'installation.

La PERSONNE PUBLIQUE conservera à sa charge l'entretien et le renouvellement des installations non comprises dans le présent Marché listé à l'annexe 1 du CCTP, ainsi que l'assainissement des gaines de ventilation et de VMC.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE FOURNITURE

8.1 OBLIGATIONS DE RESULTAT :

8.1.1 Chauffage

Le C.C.T.P. définit les températures contractuelles des bâtiments, en régime normal et ralenti, les horaires d'application des différents régimes pour les bâtiments, ainsi que les conditions de mesures de ces températures, le début de l'exercice, la saison de chauffage et la période contractuelle de chauffage.

En vue d'assurer un contrôle des températures, le TITULAIRE mettra à disposition 3 appareils mobiles enregistreurs de contrôle.

8.1.2 Eau chaude sanitaire

La fourniture sera assurée en permanence.

En dehors des arrêts techniques annuels, aucune interruption n'est prévue. Le TITULAIRE effectuera les travaux d'entretien pendant ces arrêts techniques.

8.2 ENERGIES :

- 8.2.1 Le suivi des consommations des énergies utilisées fera l'objet de vérification.
A cette fin, ces éléments devront être consignés dans le journal de bord des installations.
- 8.2.2 Le TITULAIRE mettra à la disposition de la PERSONNE PUBLIQUE, 3 appareils, enregistreurs de température, permettant aux deux parties d'assurer un meilleur suivi de l'utilisation de l'énergie. Le TITULAIRE s'engage à optimiser en permanence les consommations énergétiques des bâtiments. A ce titre, il conseillera la PERSONNE PUBLIQUE lors de travaux de rénovation ou d'extension
- 8.2.3 Le TITULAIRE prend en charge la fourniture et la pose des différents compteurs qui ne sont pas encore en place et sont nécessaires au suivi. Tous les compteurs qui seront mis en place au titre du P3 seront des compteurs à ultrason.
- 8.2.4 Le TITULAIRE fera assurer le contrôle annuel des différents compteurs de chaleur existants par le constructeur ou un organisme agréé.
- 8.2.5 Le TITULAIRE assure la gestion et le contrôle de la qualité de la livraison conformément au C.C.T.P.
- 8.2.6 Tout ajout ou suppression de matériel, toute variation significative de la fréquentation ou toute modification de fonctionnement entraînant une variation significative des consommations d'énergies et combustibles pourra faire l'objet d'un avenant validé par les deux parties.

8.3 PRESTATIONS

- 8.3.1 Le TITULAIRE remplit pour chaque installation un journal de bord conservé dans chaque local technique.

Dans chaque journal sont consignées toutes les opérations d'exploitation, de conduite et d'entretien, les incidents éventuels, les rondes effectuées, les valeurs relevées de température, de pression, de comptage, etc...

La PERSONNE PUBLIQUE se réserve le droit de consulter ces documents à tout moment.

Le TITULAIRE s'oblige à informer dans les plus courts délais, par tous moyens appropriés, le Responsable du service d'entretien de la PERSONNE PUBLIQUE, des incidents survenus dans la conduite ou sur les installations ainsi que de toutes difficultés d'exploitation rencontrées.

- 8.3.2 En application de l'article 6 de la loi n°77-804 du 19 juillet 1977, le TITULAIRE devra remettre à la PERSONNE PUBLIQUE à la fin de chaque saison de chauffe, un état des consommations réelles des énergies utilisées pendant l'exercice écoulé. Le client pourra exiger, à l'appui de ces états, tous justificatifs permettant d'en vérifier l'exactitude (factures de fournisseurs...)

8.3.3 Le compte P3 sera géré en totale transparence.

Afin de faciliter cette gestion, il est demandé à l'Acte d'Engagement un coût horaire et deux coefficients de fourniture et de sous-traitance en fonction du coût du matériel remplacé.

Hors fournitures listées au CCTP, les remplacements de pièces sont comptabilisés dans le poste P3 à partir d'un seuil de **150 € hors taxes**. En dessous de ce seuil, les pièces sont fournies au titre du poste P2. Ce seuil est révisé annuellement selon la formule de révision du poste P2.

Le suivi et contrôle du compte P3 seront assurés par la PERSONNE PUBLIQUE.

Le coefficient sur facture fournisseur s'entend après remise déduite du fournisseur.

La PERSONNE PUBLIQUE pourra vérifier que le TITULAIRE obtient bien les remises optimales auprès de ses fournisseurs.

Après acceptation du devis, le nombre d'heures imputées sur les opérations de travaux P3 devra être proposé à la Personne Publique pour validation. La réalisation de ces heures devra être consignée sur les bordereaux de travaux, consultables à tout moment par la Personne Publique. En cas de nombre d'heures valorisés sur une opération, le TITULAIRE doit en apporter la justification. En cas de désaccord sur cette justification, la personne publique pourra modifier cette quantité et prendre pour référence les quantités publiées par les revues professionnelles.

Pour les travaux initialement prévus par le TITULAIRE, les montants maximums seront indiqués dans le mémoire technique.

Les sommes versées au TITULAIRE au titre du compte P3 constituent une provision dont la justification d'emploi ou de disponibilité devra être fournie annuellement pour l'ensemble des opérations réalisées, ou ponctuellement à chaque demande de la PERSONNE PUBLIQUE.

Dans l'hypothèse où le montant P3 du marché s'avérerait insuffisant à l'usage, le TITULAIRE n'en conserverait pas moins, à ses frais, la totalité de ses obligations en matière de maintien et remise en état des matériels.

En tout état de cause, la participation du TITULAIRE aux dépenses occasionnées par ces travaux ne pourra être inférieure à la valeur de remplacement au jour considéré des matériels d'origine par des matériels similaires.

Le marché Garantie Totale sera du type à répartition, en dérogation à la circulaire n° C3-83 du GPEM/CC, à l'expiration du marché :

- Si le solde du compte P3 est débiteur, le TITULAIRE sera tenu d'assurer, à ses frais, ses obligations en matériel de gros entretien et renouvellement des matériels

- Si le solde du compte P3 est créditeur, les deux parties conviendront d'une utilisation de ce compte pour l'amélioration et le renouvellement des installations visant à économiser l'énergie ou du remboursement sous forme d'un avoir.

8.3.4 La PERSONNE PUBLIQUE pourra à tout moment procéder à toutes les vérifications et faire contrôler les installations par son personnel ou un organisme habilité, sans que ce contrôle ne dégage en rien la responsabilité du TITULAIRE.

8.3.5 Le TITULAIRE indiquera à la PERSONNE PUBLIQUE, le numéro de téléphone où en cas d'urgence, pourra être joint en permanence, de jour et de nuit, un représentant qualifié du TITULAIRE. Le TITULAIRE s'engage à intervenir dans un délai de **2 heures** suivant la demande de la PERSONNE PUBLIQUE et ceci 24 heures sur 24. Le TITULAIRE prendra en charge les coûts de téléphone de la chaufferie Biomasse pour assurer la Télésurveillance et la Télégestion.

8.3.6 Suivi d'exploitation trimestriel :

Suivant un planning établi conjointement, la PERSONNE PUBLIQUE, et le TITULAIRE se rencontreront de façon trimestrielle afin d'examiner les critères de qualité d'exploitation, de faire le bilan provisoire sur la période écoulée, ainsi que les points à traiter de la nouvelle période à venir.

La réunion de suivi fera l'objet d'un compte rendu établi par la Personne Publique et validé par le TITULAIRE

Le TITULAIRE devra effectuer d'une manière mensuelle ainsi qu'aux dates de mise en route et d'arrêt du chauffage, le relevé de tous les compteurs :

- compteurs de temps
- compteurs électriques
- compteur de gaz
- compteurs thermiques situés au niveau des installations de production et sous-station
- compteur d'ECS
- rendement, mixité ...
- livraisons de bois tonnage et hygrométrie
- établissement des pré-facturations pour les abonnés en R1 et R2 avec les calculs, index de consommations et indices du mois

Ces relevés seront transmis avant le 5 de chaque mois. Ils seront transmis mensuellement à la PERSONNE PUBLIQUE.

Le TITULAIRE déléguera une personne responsable aux réunions d'exploitation.

Les personnes déléguées par le TITULAIRE auront un pouvoir de décision technique et administratif, devront connaître l'ensemble des sites et des problèmes afin de pouvoir répondre aux différentes questions techniques, administratives et financières. En cas de non-respect de cette clause, une pénalité pour absence à une réunion sera appliquée.

Au cours de la réunion trimestrielle, les points suivants seront traités :

- les problèmes d'exploitation rencontrés

- le suivi énergétique
- le suivi de la mixité bois-gaz
- le suivi des pertes
- le suivi des actions correctives suite à des dérives de consommation
- le suivi des actions correctives en cas de sous-performance des installations bois
- le suivi des contrôles réglementaires
- le suivi des opérations spécifiques (disconnecteur, légionellose, contrôle de combustion, ramonage...)
- le suivi du bilan des heures
- le suivi des réclamations
- les travaux réalisés au titre du poste P3

La réunion de suivi fera l'objet d'un compte rendu établi par la Personne Publique et validé par le TITULAIRE

Les données nécessaires au suivi trimestriel seront transmises à la PERSONNE PUBLIQUE au plus tard 5 jours avant ladite réunion.

8.3.7 Bilan d'exploitation annuel :

Une réunion annuelle dont la date sera déterminée entre les deux parties, mais en tout état de cause qui se situera pendant le 1^{er} trimestre de chaque année est prévue.

Le bilan annuel d'exploitation reprendra les points suivants :

- la synthèse des travaux P3 avec le suivi des provisions par poste,
- la synthèse des travaux hors P3,
- les propositions de travaux P3 en accord avec la stratégie de renouvellement
- les dates d'arrêt et d'allumage
- l'analyse des dépannages récurrents
- l'évolution des consommations,
- l'évolution de la mixité bois-gaz
- l'évolution du rendement bois et Gaz
- l'évolution des pertes réseau
- l'analyse des dérives énergétiques et la détermination de leurs causes
- les propositions permettant de stopper ces dérives,
- le calcul de la mixité et des pertes réseau
- le bilan des actions menées et envisagées par le TITULAIRE,
- le suivi des principales opérations de maintenance
- le planning d'intervention mis à jour : travaux, contrôles réglementaires ...
- la copie des certificats de ramonage
- la copie du rapport annuel d'intervention du constructeur chaudières bois
- la planification des opérations de maintenance de la saison suivante
- les travaux prévus la saison suivante
- le plan d'amélioration prévu pour la saison suivante

Les données nécessaires au suivi annuel seront transmises à LA PERSONNE PUBLIQUE au plus tard 1 mois avant la réunion annuelle.

La PERSONNE PUBLIQUE pourra exiger des éléments d'information complémentaires. Sur simple demande, le TITULAIRE transmettra les factures des fournisseurs de matériel et des sous-traitants justifiant de l'utilisation du poste P3.

La réunion de suivi fera l'objet d'un compte rendu établi par la Personne Publique et validé par le TITULAIRE.

8.3.8 Le TITULAIRE s'engage également à mettre en place la traçabilité suivante :

- Un accès internet pour le suivi des interventions
- Un accès internet pour le suivi des consommations énergétiques, des compteurs et des marche/arrêt avec historisation des données
- les livrets de chaufferie et de sous-station
- les carnets sanitaires pour les installations avec production d'ECS centralisée
- les livrets de sécurité seront complétés à chaque intervention, selon la réglementation en vigueur.

8.3.9 Le TITULAIRE s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les installations en état normal d'entretien et de fonctionnement.

8.3.10 Le TITULAIRE assurera la gestion et le maintien sur site d'un stock de pièces détachées de première urgence nécessaires aux interventions de dépannage.

8.3.11 La PERSONNE PUBLIQUE pourra solliciter l'assistance technique du TITULAIRE, lors de la réalisation de travaux ayant un impact sur le fonctionnement des installations objet du contrat.

8.3.12 Clause de confidentialité

En application du règlement européen n°2016/679, dit règlement général sur la protection des données, le TITULAIRE s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de son obligation contractuelle (fichier client...) et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Il s'engage à utiliser ces données uniquement dans le cadre du présent contrat et donc à :

- Ne pas utiliser ces informations à des fins autres que celles nécessitées par le présent marché ;
- Ne pas divulguer ces informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat.

Le TITULAIRE s'engage également à supprimer ces données au terme du contrat et à ne pas en garder de copie.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du TITULAIRE peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

ARTICLE 9 - PRESTATIONS NON CONFORMES - PENALITES

9.1 CHAUFFAGE :

9.1.1 Retard ou interruption:

Si, dans les conditions définies au C.C.T.G et 8.1.1. du présent C.C.A.P., le chauffage des locaux était mis en route avec un retard de plus de 12 heures, ou si, au cours de la période effective de chauffage, la fourniture de chaleur était interrompue du fait du TITULAIRE pendant plus de 12 heures consécutives, ce retard ou cette interruption serait sanctionné par une pénalité d'un montant journalier égal à 10/272 de la valeur annuelle de la part P2 du contrat du site concerné.

Le montant total de la pénalité sera calculé pour un nombre entier de journées, étant convenu que le nombre d'heures consécutives de retard ou d'interruption est transformé en nombre de jours par arrondi au nombre entier le plus proche.

Les retards ou interruptions d'une durée, pris au cas par cas, égale ou inférieure à 12 heures, seront totalisés en fin de saison de chauffage ; si le total obtenu est égal ou supérieur à 24 heures, une pénalité de même montant sera appliquée par tranche de 24 heures.

9.1.2 Insuffisance au niveau température ambiante

Selon les dispositions du CCTG, et en tenant compte d'une tolérance de -0°C, + 0,5°C sur les conditions contractuelles à maintenir, la pénalité correspondant à une insuffisance sera égale à 10 % par °C d'écart, de celle définie au paragraphe 9.1.1.

Au-delà de 5° C d'écart, et en dérogation du CCTG précité, la pénalité applicable sera égale à 100% de celle correspondant à l'interruption de fourniture au niveau secondaire, pour l'installation concernée.

Des relevés contradictoires de valeur et de durée de ces insuffisances seront réalisés en commun par la PERSONNE PUBLIQUE et le TITULAIRE, les appareils nécessaires étant fournis par ce dernier en quantité suffisante avec étalonnage et répartition conjointe par le TITULAIRE et les Services Techniques de la PERSONNE PUBLIQUE.

9.2 EAU CHAUDE SANITAIRE (ECS) :

9.2.1 *Retard ou interruption :*

Toute interruption enregistrée de la fourniture en dehors des périodes d'entretien excédant 24 heures consécutives sera sanctionnée par une pénalité journalière dont le montant est égal au tiers (1/3) de la pénalité prévue pour interruption du chauffage.

9.2.2 *Insuffisance au niveau température de production :*

Selon les dispositions du CCTG, et en tenant compte d'une tolérance de $\pm 5^{\circ}$ C sur les conditions contractuelles à maintenir, la pénalité correspondant à une insuffisance sera égale à 20 % par tranche de 5° C d'écart, de celle définie au paragraphe 9.2.1 .ci-avant pour l'accumulateur concerné. Au-delà de 15° C d'écart, et en dérogation du CCTG précité, la pénalité applicable sera égale à 100 % de celle correspondant à l'interruption de fourniture au niveau secondaire, pour l'accumulateur ECS concerné.

9.3 MIXITE Bois/Gaz :

Dans le cas où le TITULAIRE ne respecte pas la mixité minimale Bois/Gaz, M, fixée à l'article 6.4 du C.C.T.P., il sera appliqué une pénalité Pmixité égale à :

$P_{mixité} = (M_{objectif} - M_{réelle}) \times \text{nombre MWh saison} \times (\text{prix unitaire MWh gaz} - \text{prix unitaire MWh bois})$

Le nombre de MWh saison sera calculé en prenant la totalité des MWh produit à partir du bois + MWh produit à partir du gaz sur la période de référence chauffage plus eau chaude sanitaire.

En cas de mixité plus favorable un partage sera fait 70-30 si le résultat provient d'un travail du TITULAIRE (30% pour le TITULAIRE)

9.4 Pertes Réseau :

Dans le cas où le TITULAIRE ne respecte pas le rendement minimum, Ra, fixé à l'article 6.3 du C.C.T.P., il pourra être appliqué une pénalité Ppertes réseau égale à :

$P_{pertes\ réseau} = (R_a\ réel - R_a\ objectif) \times \text{nombre MWh abonnés} \times (\text{prix unitaire } P_{mixité})$

Cette pénalité pourra être levée si le TITULAIRE arrive à démontrer qu'il y a eu des déperditions qui ne sont pas de son fait.

9.5 Rendement minimal chaudière Bois :

Dans le cas où le TITULAIRE ne respecte pas le rendement minimal de la chaudière Bois, Rb, fixée à l'article 6.3 du C.C.T.P. sur lequel il s'est engagé en portant le chiffre fixé à l'Acte d'Engagement, il sera appliqué une pénalité Prendement égale à :

Prendement = (Rb objectif – Rb réel) x 75% x (prix unitaire Pmixité)

Cette pénalité pourra être levée si le TITULAIRE arrive à démontrer que le rendement inférieur à l'objectif est dû à des causes extérieures à sa responsabilité, c'est-à-dire répondant à un cas de force majeure.

9.6 PRESTATIONS :

Maintenance :

Dans le cas de retard ou défaut d'entretien, la pénalité hebdomadaire sera de 200 € par défaut ou installation concernée.

Astreinte :

Retard d'intervention pour dépannage, supérieur au délai d'astreinte, à partir de l'appel :

- Inférieur à 1 heure : 100 €
- compris entre 1 et 4 heures : 400 €
- au-delà de 4 heures : 400 € + 200 €/heures

Contrôle obligatoire :

Absence de visite périodique obligatoire à la charge du TITULAIRE, et non-respect d'obligations réglementaires (contrôle du disconnecteur, du rendement des chaudières, etc.) : 300 € par semaine de retard et par installation concernée

Livret de chaufferie :

Non tenue à jour du livret de chaufferie : 200 € par intervention non tracée

Carnet sanitaire :

Non tenue à jour du carnet sanitaire : 150 € par intervention non tracée

Traitement d'eau :

Non présence de sel dans les bacs d'adoucisseur ou de produit de conditionnement : 100 € par constat

Non présence de chlore pour le traitement de l'eau froide : 100 € par constat

Enregistrements des températures ambiantes :

Non remise des enregistrements de températures, la pénalité sera de 100 € par enregistrement non remis

Entretien locaux techniques :

Absence d'entretien ou de nettoyage des locaux techniques, la pénalité hebdomadaire sera de 300 € par défaut et installation concernée.

Entretien d'été défini à l'article 8 du CCTP :

Défaut d'entretien d'été, la pénalité hebdomadaire sera de 200 € par défaut et installation concernée.

Non-respect du programme de rénovation P3 :

En cas de non-respect du programme prévu par le TITULAIRE dans son mémoire technique ou du programme contractuel (travaux de mise à niveau...), la pénalité mensuelle sera de 500 € par défaut et installation concernée.

Non remise de document :

Il est prévu une pénalité égale à de 200 € par semaine et par document pour retard dans la remise de document, certificat ou rapport prévu dans le présent marché.

Absence à une réunion :

Une absence à une réunion définie à l'article 8 du présent CCAP, il est prévu une pénalité de 300 € par absence.

Retard dans la mise en œuvre d'une action diverse prévue en réunion ou contractuellement :

Il est prévu une pénalité égale à de 100 € par semaine et action non réalisée dans les délais définis lors des réunions mensuelles et validée par le compte-rendu.

Facture erronée

Il est prévu une pénalité de 50 € par facture erronée, qui doit être renvoyée au TITULAIRE.

Facture en retard

Il est prévu une pénalité de 50 € par semaine et par facture en retard selon l'article 13.5 du présent CCAP.

9.7. REVISION DES MONTANTS :

Les montants des pénalités seront révisés annuellement selon la formule de révision du poste P2.

9.8. PLAFONNEMENT DES PENALITES :

Hors pénalités 9.3, 9.4 et 9.5 et par exercice, les montants cumulés des pénalités, par site, seront plafonnés à 35% des montants P2. Les pénalités 9.3 et 9.4 sont plafonnées à 15% du P1 global annuel.

9.9. MISE EN ŒUVRE :

Dans le cas de prestations non-conformes prévues aux articles précédemment évoqués et constatés par la PERSONNE PUBLIQUE, celle-ci en avise le TITULAIRE par lettre recommandée avec accusé de réception sans mise en demeure.

La PERSONNE PUBLIQUE pourra y remédier ou y faire remédier dans les conditions prévues au CCTG aux frais du TITULAIRE.

Si l'application des pénalités soulève des contestations de sa part, il lui appartient de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies par lettre recommandée avec accusé de réception. Les pénalités peuvent être appliquées sur valeurs hors taxes soit lors de la facturation suivant la date de la pénalité constatée, soit en adressant par la lettre de constat le montant dû au titre des sanctions prévues par émission d'un titre de recette.

ARTICLE 10 - INTERESSEMENT

Sans Objet

ARTICLE 11 - FORME ET CONTENU DES PRIX

La détermination des prix se fait à l'aide des éléments suivants :

11.1 Poste P1 : Fourniture de combustible

P1/1 - Marché Compteur MC bois

Prix forfaitaire pour assurer la fourniture d'un MWh bois « sortie chaufferie », pour le chauffage du réseau de chaleur et des bâtiments raccordés. a représentant le Nombre de MWh bois

P1/2 - Marché Compteur MC gaz

Prix forfaitaire pour assurer la fourniture d'un MWh gaz « sortie chaufferie », pour le chauffage du réseau de chaleur et des bâtiments raccordés, en complément et en secours de la production de bois. A représentant le Nombre de MWh bois. b représentant le Nombre de MWh bois.

P1/3 – Abonnement gaz :

Prix forfaitaire pour l'abonnement gaz de la chaufferie.

P1/4 – TICGN/CTA :

Prix forfaitaire pour la contribution d'acheminement de la chaufferie.

P1/5 – Location compteurs gaz :

Prix forfaitaire pour la location des compteurs gaz des bâtiments concernés, le TITULAIRE refacturera le montant exact de la location des compteurs gaz.

11.2. Poste P2 : Prestation de maintenance

Poste P2-1 Thermique

Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage de la chaufferie Biomasse, du réseau de chaleur et des sous-stations primaires, des bâtiments concernés pour chaque exercice annuel :

Poste P2-2 Thermique secondaire

Prix global et forfaitaire des prestations de conduite, d'entretien courant et de dépannage des installations secondaires des bâtiments de la commune de Vagney concernés pour chaque exercice annuel.

11.3. Poste P3 : Garantie Totale

P3/1 MRE : Maintien de Remise en Etat

Poste P3-1 MRE : Thermique

Prix global et forfaitaire des prestations de maintien en bon état de fonctionnement, de remise en état et de renouvellement des installations de la chaufferie Biomasse, du réseau de chaleur et des sous-stations primaires, des bâtiments concernés pour chaque exercice annuel

Poste P3-2 MRE : Thermique secondaire

Prix global et forfaitaire des prestations de maintien en bon état de fonctionnement, de remise en état et de renouvellement des installations secondaires des bâtiments de la commune de Vagney concernés pour chaque exercice annuel.

P3/2 REN : Renouvellement

Prix global et forfaitaire du matériel permettant d'atteindre les objectifs de consommation d'énergie (facultatif)

Le prix de règlement du marché est donc :

Marché de base

$P = a \times P1/1 + b \times P1/2 + P1/3 + P1/4 + P1/5 + P2/1 + P2/2 + P3-1 + P3-2 + P3/2$

ARTICLE 12 - AJUSTEMENT DES PRIX DES PRESTATIONS

Les indices évoqués ci-après sont remplacés par tous autres équivalents venant à les remplacer en cas d'évolution réglementaire ou législative.

Les redevances hors TVA correspondant aux conditions économiques connues au 1^{er} octobre 2020 et sont ajustables à chaque facture selon les principes suivants :

12.1 FOURNITURE DE COMBUSTIBLE (P1):

12.1.1 *Energie produite à partir de la Biomasse P1/1*

La première année, le prix est ferme.

A partir de l'année suivante, à chaque facturation, soit mensuellement, le prix du MWh de bois (P), sera revu par application de la formule suivante :

$$P1 \text{ Bois} = P1 \text{ bois0} \times [0.35 \text{ CEEBpf moyenne granulométrie} / \text{CEEBpf0 moyenne granulométrie} + 0.35 \text{ CEEBpf granulométrie grossière} / \text{CEEBpf0 granulométrie grossière} + 0.3 \text{ IT/IT0}]$$

Dans laquelle :

- P prix applicable pour l'année à venir.
- Po prix de base donné à l'acte d'engagement
- CEEBpf moyenne granulométrie est la valeur de l'indice de la plaquette provenant de bois forestiers, vendus en toutes longueurs, puis broyés sur la coupe ou sur; une plateforme de broyage moyenne granulométrie, humidité 30-40% /tonne et CEEBpf0 moyenne granulométrie la valeur initiale de référence à la date de publication du contrat.
- CEEBpf0 valeur initiale de l'indice de la moyenne granulométrie est la valeur de l'indice de la plaquette provenant de bois forestiers, vendus en toutes longueurs, puis broyés sur la coupe ou sur une plateforme de broyage, humidité 30-40% /tonne et CEEBpf0 moyenne granulométrie la valeur initiale de référence à la date de publication du contrat connue à la date du 1er octobre 2015 et précisée à l'acte d'engagement.
- CEEBpf granulométrie grossière est la valeur de l'indice de la plaquette provenant de bois forestiers, vendus en toutes longueurs, puis broyés sur la coupe ou sur; une plateforme de broyage, humidité > 40% /tonne et CEEBpf0 granulométrie grossière la valeur initiale de référence à la date de publication du contrat.
- CEEBpf0 valeur initiale de l'indice de la granulométrie grossière est la valeur de l'indice de la plaquette provenant de bois forestiers, vendus en toutes longueurs, puis broyés sur la coupe ou sur une plateforme de broyage, humidité >40% /tonne et CEEBpf0 granulométrie grossière la valeur initiale de référence à la date de publication du contrat connue à la date du 1er octobre 2020 et précisée à l'acte d'engagement.
- IT : valeur du transport à la date de révision
- IT0 : valeur initiale de l'indice du Transport connue à la date du 1er octobre 2020 et précisée à l'acte d'engagement

Si cette formule venait à être décorrélée de la réalité une clause de rencontre sera faite pour en discuter.

12.1.2 *Energie produite à partir du gaz naturel : poste P1/2*

Les prix P1/2 seront indexé B1 pour les deux premières années.

Le TITULAIRE fera une nouvelle proposition tous les 2 ans, selon les conditions suivantes :

- Il fera une cotation 2 mois avant l'échéance toutes les 2 années et fera une proposition à la PERSONNE PUBLIQUE conformément à la clause de sauvegarde.

12.1.3 Abonnement gaz naturel : poste P1/3

Les prix P1/3 seront indexés sur la formule suivante

$$P1/3 = P1/3_0 \times (AB_{B1} / AB_{0B1})$$

Avec :

- P1/3 = nouveau prix de règlement du combustible
- P1/3₀ = prix initial du combustible
- AB_{B1} = valeur HT. de l'abonnement gaz tarif B1 GDS connue connu au 1^{er} octobre de l'année de révision
- AB_{0B1} = valeur initiale de l'abonnement gaz tarif B1 GDS, connue à la date du 1^{er} octobre 2020

Clause de Sauvegarde P1 :

Au minimum 2 mois avant la fin de la 2^{ième}, 4^{ième} année, le TITULAIRE transmettra à la PERSONNE PUBLIQUE sa cotation avec :

- Une part variable « Prix molécule TITULAIRE » par point de livraison gaz,
- Une part fixe « Prix abonnement TITULAIRE » par point de livraison gaz
- Le tarif en KWh PCS avec le rendement chaudière gaz dans l'AE
- l'ensemble des taxes et coûts existants à la date de cotation (TICGN, CTA, TSS, taxe biométhane, coût de stockage, TVA,..., mais hors location de poste)
- des conditions économiques prises au 1^{er} octobre précédent la fin de la 2^{ième}, 4^{ième} année
- le coût global en € TTC appelé «P1 cotation TITULAIRE » comprenant la somme des sites MTI

La PERSONNE PUBLIQUE (P.P.) fera une cotation sur le marché gaz avec :

- Une part variable « Prix molécule P.P. » par point de livraison gaz,
- Une part fixe « Prix abonnement P.P. » par point de livraison gaz
- Le tarif en KWh PCS avec le rendement chaudière gaz du TITULAIRE dans l'AE
- l'ensemble des taxes et coûts existants à la date de cotation (TICGN, CTA, TSS, taxe biométhane, coût de stockage, TVA,..., mais hors location de poste)
- des conditions économiques prises au 1^{er} octobre précédent la fin de la 2^{ième}, 4^{ième} année
- le coût global en € TTC appelé «P1 cotation TITULAIRE » comprenant la somme des sites MTI

Le total de « P1 cotation TITULAIRE » est comparé au total «P1 cotation P.P.» :

- Si « P1 cotation TITULAIRE » est supérieur au «P1 cotation P.P.», les redevances P1 seront revues avec les bases PERSONNE PUBLIQUE majorées de 2%,
- Si « P1 cotation TITULAIRE » est inférieur ou égal à «P1 cotation P.P.», la cotation du TITULAIRE s'applique.

Pour l'application de la présente clause, le rendement chaudière gaz théorique est fixé contractuellement à hauteur de 85% en pouvoir calorifique inférieur.

12.1.4 *Energie produite à partir du gaz naturel : poste P1/4*

Le TITULAIRE facturera le montant exact des CTA et TICGN.

12.1.5 *Energie produite à partir du gaz naturel : poste P1/5*

Le TITULAIRE facturera le montant exact de la location-entretien des compteurs.

12.2 PRESTATIONS DE MAINTENANCE (P2) :

Les prix P2 seront révisés en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$P2 = P2_0 \times \left(0,125 + 0,75 \frac{ICHTIME}{ICHTIME_0} + 0,125 \frac{FSD2}{FSD2_0} \right)$$

dans laquelle :

- ⇒ P2 = nouveau prix de règlement de la redevance
- ⇒ P2₀ = prix initial de la redevance
- ⇒ ICHT IME = valeur de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques connue à la date de facturation,
- ⇒ ICHT IME₀ = valeur initiale de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques connue à la date du 1^{er} octobre 2015 et précisée à l'acte d'engagement.
- ⇒ FSD2 = valeur de l'indice de Frais et Services Divers 2 connue à la date de facturation,
- ⇒ FSD2₀ = valeur initiale de l'indice de Frais et Services Divers 2 connue à la date du 1^{er} octobre 2020 et précisée à l'acte d'engagement.

12.3 GARANTIE TOTALE (P3) :

12.3.1 Redevance P3

Les prix P3 seront révisés en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$P3 = P3_0 \times \left(0,125 + 0,875 \frac{BT40}{BT40_0} \right)$$

dans laquelle :

- ⇒ P3 = nouveau prix de règlement de la redevance
- ⇒ P3₀ = prix initial de la redevance
- ⇒ BT40 = valeur de l'indice du chauffage central connue à la date de facturation,.
- ⇒ BT40₀ = valeur initiale de l'indice du chauffage central connue à la date du 1^{er} précisée à l'acte d'engagement.

12.3.2 Taux horaire h

Le taux horaire h sera révisé une fois par an à chaque date anniversaire du contrat en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$h = h_0 \times \left(\frac{\text{ICHTIME}}{\text{ICHTIME}_0} \right)$$

dans laquelle :

- ⇒ h = nouveau taux horaire
- ⇒ h₀ = taux horaire initial
- ⇒ ICHT IME = valeur de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques connue à la date de facturation,
- ⇒ ICHT IME₀ = valeur initiale de l'indice des salaires des industries mécaniques et électriques connue à la date du 1^{er} octobre 2020 et précisée à l'acte d'engagement.

12.3.3 Seuil

Le seuil S "valeur limite P2/P3" sera révisé une fois par an à chaque date anniversaire en fonction des variations des conditions économiques par application de la formule suivante :

$$S = S_0 \times \left(0,125 + 0,875 \frac{\text{BT40}}{\text{BT40}_0} \right)$$

dans laquelle :

- ⇒ S = nouveau seuil
- ⇒ S₀ = valeur initiale du seuil
- ⇒ BT40 = valeur de l'indice du chauffage central connue à la date de facturation,
- ⇒ BT40₀ = valeur initiale de l'indice du chauffage central connue à la date du 1^{er} octobre 2020 et précisée à l'acte d'engagement.

Toute modification, changement de taux ou de montant, suppression ou création de taxe, impôt ou redevance grevant directement ou indirectement le prix, sera immédiatement répercuté dans la facturation, soit en hausse, soit en baisse, dans le cadre de la réglementation en vigueur.

L'impôt foncier reste à la charge de la PERSONNE PUBLIQUE.

12.5 CLAUSE DE SAUVEGARDE :

Lorsque l'application des formules P2 et/ou P3 fait apparaître une variation de plus de 5% d'une année sur l'autre, l'une ou l'autre des parties peut demander un aménagement en vue de rétablir, en tant que de besoin, une équitable concordance entre la tarification et les conditions économiques du marché de base.

Cet aménagement éventuel fera l'objet d'un avenant au présent Marché.

Il en serait de même si la définition de l'un des paramètres d'indexation venait à être modifié, s'il cessait d'être publié ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transformaient les conditions techniques ou financières de l'exploitation.

ARTICLE 13 - MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

13.1. REDEVANCES P1

13.1.1 P1/1et P1/2 – MC

Il sera émis des factures mensuelles en fonction du relevé du/des compteurs de calorie, révisé en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation, conformément à l'article 12 du présent CCAP.

13.1.2 P1/3 – Abonnement gaz

Il sera émis une facture annuelle au 30 juin égale au montant P1/3 révisé définitivement en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation, conformément à l'article 12 du présent CCAP.

13.1.3 P1/4 – CTA/TICGN

La CTA et la TICGN seront facturées au 30 juin de chaque saison en fonction du coût réel.

13.1.4 P1/5 – location de poste gaz

La location du poste gaz sera facturée au 30 juin de chaque saison en fonction du coût réel.

13.2. REDEVANCE P2

Il sera émis des factures trimestrielles égales à 1/4 des montants P2 révisées définitivement en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation, conformément à l'article 12 du présent CCAP.

13.3. REDEVANCE P3

Il sera émis des factures trimestrielles égales à 1/4 des montants P3 révisé définitivement en fonction des barèmes et indices connus à la date de facturation, conformément à l'article 12 du présent CCAP.

13.4 EMISSION DES FACTURES ET CONDITIONS DE REGLEMENT :

Le mode de règlement du présent marché public est le virement par mandat administratif, nécessitant par conséquent la fourniture d'un Relevé d'Identité Bancaire (RIB) non manuscrit.

L'unité monétaire utilisée dans le cadre dudit accord est l'euro (€).

Les factures devront être transmises à la PERSONNE PUBLIQUE dans les 15 jours qui suivent la fin de la période concernée.

Toutes les factures seront établies hors TVA, puis assujetties à cette dernière au taux légalement en vigueur.

Le délai de mandatement par la PERSONNE PUBLIQUE ne peut excéder trente jours à compter de la date de réception de la facture.

Sur chaque facture, le TITULAIRE fera apparaître :

- Le nom, numéro de SIRET et adresse du TITULAIRE
- Le numéro de compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'Acte d'Engagement,
- le numéro et la date du marché et de chaque avenant,
- Le poste de facturation concerné,
- Le montant correspondant,
- et, le cas échéant sa décomposition.

Les factures seront à adresser à l'adresse suivante :

Mairie de Vagney
12, place Paul Caritey
88120 VAGNEY

Le dépôt des factures exposant les sommes dues au titre du marché public se fera obligatoirement sur la plate-forme dématérialisée « Chorus Pro » mise à disposition par la Direction Générale des Finances Publiques, sans préciser de code service ni de numéro de référence du marché public.
Le dépôt des factures devra respecter la répartition budgétaire fixée en annexe du présent CCAP .

ARTICLE 14 - EXERCICE ET PERIODE CONTRACTUELLE

L'exercice est la période continue de 12 mois dont le début est fixé au 1^{er} janvier de chaque année.

Saison de chauffage : du 1^{er} septembre au 30 juin – adaptable selon les conditions météorologiques du moment d'un commun accord entre le TITULAIRE et la PERSONNE PUBLIQUE.

Période contractuelle : 242 jours du 15 septembre au 15 juin.

La saison de chauffage correspond à la période pendant laquelle le TITULAIRE est censé être en mesure de mettre en route le chauffage et d'assurer les prestations de confort dans les limites des garanties de température.

Bases météorologiques (revue Météoclim) : Base de degrés jours 18° C

Nombre de degrés jours de la période contractuelle de référence : 2804 (moyenne trentenaire)

Station météorologie de référence : NANCY

ARTICLE 15 - RESILIATION DU MARCHÉ - EXECUTION PAR DEFAUT

Selon les dispositions du chapitre 6 du CCAG complétées par les précisions suivantes :

- Si le TITULAIRE se montrait incapable d'assurer la fourniture pendant plus de huit jours consécutifs, la PERSONNE PUBLIQUE pourrait résilier le Marché.
- En cas d'arrêt prolongé de fourniture mis en évidence dans les conditions de l'article 9 du présent CCAP, la PERSONNE PUBLIQUE mettra le TITULAIRE en demeure d'y remédier.

Si dans un délai de quarante-huit heures à compter de la réception d'une lettre recommandée, le TITULAIRE ne pouvait assurer une fourniture normale, la PERSONNE PUBLIQUE y pourvoirait aux frais et risques du TITULAIRE.

Si le TITULAIRE ne pouvait remplir ses obligations par suite de circonstances définies à l'article 12 ci-après, il rechercherait avec la PERSONNE PUBLIQUE toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif de la fourniture et pour assurer la poursuite de l'exploitation.

Si aucune solution ne pouvait être trouvée, la PERSONNE PUBLIQUE pourrait résilier le Marché sans aucune autre forme d'indemnité lorsque la résiliation a lieu pour faute.

La personne publique se réserve la possibilité de résilier le présent contrat pour motif d'intérêt général, contre le paiement d'une indemnité à déterminer entre les deux parties.

En cas de résiliation du Marché, le PERSONNE PUBLIQUE s'engage à racheter le stock de combustible appartenant au TITULAIRE.

ARTICLE 16 - FORCE MAJEURE

Est considérée comme telle tous les cas d'impossibilité d'exécution indépendante de la volonté des parties et qui auraient pour effet de rendre l'exécution des obligations prévues insoutenable du point de vue technique ou financier, et en particulier les cas suivants : la guerre, les émeutes ou mouvements populaires, les inondations, les calamités naturelles, les coupures d'électricité ou de gaz, les grèves hormis celles du fait du TITULAIRE.

ARTICLE 17 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

En complément du CCTG, le TITULAIRE est tenu de préciser les montants des garanties suivantes, souscrites auprès d'une Compagnie notoirement solvable pour les risques de sa responsabilité civile, au-delà desquels le POUVOIR ADJUDICATEUR renonce à tout recours :

- dommages corporels,
- dommages matériels,
- dommages immatériels consécutifs.

Eu égard à l'importance des installations confiées, le montant minimum sera de 3 M€ pour les risques matériel et immatériel, consécutif ou non et par sinistre.

Les dommages résultant des causes suivantes sont exclus de la responsabilité du TITULAIRE et ne feront pas l'objet des pénalités définies à l'article 9 du présent CCAP :

- fait d'un tiers ou de la PERSONNE PUBLIQUE,
- vices cachés des installations,
- cas énumérés à l'article 16 ci-avant,
- température extérieure inférieure à la température minimale de base (article 5 du C.C.T.P.),
- dommages atteignant les installations et non imputables au TITULAIRE.

Dès que la date de validité est dépassée, le TITULAIRE transmettra à la PERSONNE PUBLIQUE une nouvelle attestation d'assurance.

ARTICLE 18 - ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE

L'ensemble des travaux nécessaires au fonctionnement des installations doivent être notifiés à la personne publique.

18.1. Le TITULAIRE doit prendre, sur l'ensemble des chantiers, toutes les mesures d'ordre et de sécurité, propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Le décret du 20 février 1992 (J.O. du 22 février 1992) ainsi que la circulaire prise en application de ce décret, en date du 18 mars 1993, sont applicables au présent Marché.

Le TITULAIRE assure notamment l'éclairage et le gardiennage de ses chantiers, ainsi que leur signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers.

Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.

Le TITULAIRE doit prendre les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du TITULAIRE.

18.2 En cas d'inobservation par le TITULAIRE des prescriptions d'hygiène et de sécurité, et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, la PERSONNE PUBLIQUE ne peut prendre aux frais du TITULAIRE les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable. L'intervention des autorités compétentes ou de la PERSONNE PUBLIQUE ne dégage pas la responsabilité du TITULAIRE.

18.3 Tous les renseignements relatifs à la situation des chantiers, par exemple :

- voies d'accès, aires de stationnement,
- emplacements pour ateliers, dépôts de matériaux,

seront communiqués par la PERSONNE PUBLIQUE, avant le début des travaux.

18.4 Etablissement du plan d'hygiène et de sécurité et du plan de prévention :

Le TITULAIRE rédigera un plan de prévention qui sera présenté à la PERSONNE PUBLIQUE **dans le mois** qui suit la prise en charge du contrat.

18.5 EPI et moyens spécifiques

Le TITULAIRE mettra à disposition des intervenants les EPI, les équipements spécifiques de protection et les moyens d'intervention (nacelle...). Le TITULAIRE mettra également en œuvre les aménagements qu'il juge nécessaire pour assurer la sécurité de ses agents, notamment pour accéder en toiture aux installations solaires et de ventilation. Ces aménagements pris en charge au titre du poste P3 resteront propriétés de la PERSONNE PUBLIQUE à l'issue du marché.

18.6 Mise en danger des intervenants

Si un accès rend les interventions de maintenance impossible dans des conditions normales de sécurité, le TITULAIRE averti, dans un délai d'une semaine suivant le constat, la PERSONNE PUBLIQUE. Si aucun aménagement n'est trouvé ou que la mise en place d'un aménagement est difficile à mettre en œuvre rapidement, un avoir sur la prestation P2 non réalisée est calculé et déduit de la facturation suivante.

18.7 Amiante :

Les bâtiments dans lesquels le TITULAIRE intervient sont susceptibles de contenir des matériaux amiantés sauf chaufferie construite en 2004.

Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier et des occupants de l'immeuble :

Dans le cadre de l'exécution de ses prestations, le TITULAIRE est susceptible d'exécuter des travaux en sous-section 3 (opération de retrait ou d'encapsulage de matériaux amiantés) et en sous-section 4 (intervention sur matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante). Ces travaux devront donc être effectués par du personnel formé, qualifié et habilité pour ce type d'intervention. S'il ne dispose pas des qualifications et agréments nécessaires, le TITULAIRE devra faire appel à un sous-traitant qui en dispose.

En cas de travaux sur ou à proximité de Matériaux Contenant de l'Amiante, le TITULAIRE doit s'assurer du respect des règles en matière d'information des occupants de l'immeuble traité et mettre en place les consignes de sécurité requises pour de tels travaux. Il en va également de sa responsabilité quant au respect des règles relatives à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante.

En conséquence, dans le cadre de la préparation et de l'exécution des travaux, le TITULAIRE doit prendre toutes les dispositions pour respecter la réglementation en vigueur en matière d'amiante, notamment au regard :

- du code du travail (article R.4412-114 et article R.4412-139)
- du code de la santé publique se rapportant aux travaux en présence d'amiante
- de l'arrêté du 23 février 2012 fixant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Le personnel du TITULAIRE ou de son sous-traitant intervenant sur ou à proximité de matériaux amiantés doit donc être juridiquement autorisé à travailler au contact de matériaux potentiellement amiantés et par conséquent avoir reçu au préalable une formation adaptée dont les modalités sont fixées par la législation en vigueur et qui porte notamment sur :

- Les produits et dispositifs susceptibles de contenir de l'amiante ;
- Les modalités de travail recommandées ;
- Le rôle et l'utilisation des équipements de protection collectifs et individuels.

Dans le cas où des matériaux et/ou produits contenant de l'amiante venaient à être générés dans le cadre du présent marché, ils devront être transportés et éliminés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Travaux en sous-section 4 :

Les interventions du TITULAIRE et de son sous-traitant sont incluses dans les prix P2 du marché.

Travaux en sous-section 3 :

L'ensemble des prestations et démarches (notamment l'établissement du plan de retrait et le suivi de son instruction) nécessaires à l'exécution pleine et entière des travaux dans le respect de la réglementation, sont à la charge du TITULAIRE et de son sous-traitant. Ces prestations sont rémunérées au titre du compte P3.

Dossier technique amiante :

Le dossier technique « Amiante » qui contient les résultats des recherches et contrôles que la PERSONNE PUBLIQUE a effectué conformément aux dispositions réglementaires sera consultable auprès de la PERSONNE PUBLIQUE.

18.8 Nettoyage et relation avec le résident :

Le TITULAIRE veillera à maintenir les alentours des équipements dans le même état de propreté qu'il les a trouvés en commençant son intervention.

Tous les travaux comprennent le ramassage et la sortie de tous les déchets. Lieu de dépôt au choix du TITULAIRE, à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant inclus dans le prix.

En cas d'altération excessive de la propreté des alentours consécutive aux interventions du TITULAIRE, ce dernier devra à ses frais, nettoyer la zone en question. La PERSONNE PUBLIQUE sera le seul juge de l'aspect des dégradations.

Le TITULAIRE devra faire preuve d'amabilité envers les résidents.

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES
--

19.1 RECOURS :

Dans un délai d'un mois conformément à l'article 7.1, suivant la prise d'effet du Marché d'exploitation, le TITULAIRE sera tenu de signaler à la PERSONNE PUBLIQUE par lettre avec Accusé de Réception les difficultés rencontrées risquant de mettre en cause l'exploitation des installations confiées à ses soins et de remettre le PV de prise en charge des installations.

Passé ce délai, la PERSONNE PUBLIQUE délègue au TITULAIRE tout droit de recours qu'il peut détenir à l'encontre des fournisseurs ou installateurs des ouvrages exploités.

19.2 CONTESTATIONS :

Toutes les contestations qui viendraient à s'élever sur l'interprétation ou sur l'exécution du présent Marché seront portées devant le tribunal administratif de Nancy.

ARTICLE 20 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Objet de la dérogation introduite
4.1	2	Pièces constitutives du marché
11.4	11	Intégration de l'effet des variations de prix dans les demandes de paiement
33	15	Résiliation pour motif d'intérêt général – Indemnisation – Cas particulier de la clause butoir / de sauvegarde
14.1	9	Montant des pénalités pour retard, absence, manquement d'exécution
14.1.3	9	Seuil de recouvrement des pénalités
30.2	15	Résiliation de droit en cas de liquidation judiciaire
33 et 34.2.2.4	15	Résiliation pour motif d'intérêt général - Indemnisation